



KPMG SA
1 rue de l'hôpital de siège
59300 Valenciennes

Association Prim'toit

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Association Prim'toit

3 Rue du Pont Neuf - 59302 VALENCIENNES CEDEX

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
1 rue de l'hôpital de siège
59300 Valenciennes

Association Prim'toit

3 Rue du Pont Neuf - 59302 VALENCIENNES CEDEX

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de l'Association Prim'toit,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Prim'toit relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Valenciennes, le 13 mai 2025

KPMG SA

Christophe Carlier

Associé

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	17 947	17 947		
	Autres immobilisations incorporelles (1)	2 500	2 500		9
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	653 811	5 460	648 352	620 138
	Constructions	7 303 565	2 997 605	4 305 960	4 265 578
	Installations techniques,mat. et outillage indus.	55 354	55 354		
	Autres immobilisations corporelles	1 326 378	950 378	376 001	173 175
	Immobilisations corporelles en cours	710 076		710 076	558 200
	Avances et acomptes				
ACTIF CIRCULANT	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	175 426		175 426	2 516
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				10 004
	Prêts	56 420		56 420	56 420
	Autres immobilisations financières	42 912		42 912	36 887
	TOTAL (I)	10 344 388	4 029 243	6 315 146	5 722 926
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	755 180	88 591	666 590	712 152
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	1 512 451		1 512 451	2 158 888
COMPTES DE REGULARISATION	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	4 043 437		4 043 437	4 605 694
	Charges constatées d'avance	87 279		87 279	23 461
	TOTAL (II)	6 398 347	88 591	6 309 756	7 500 194
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
	TOTAL ACTIF (I à V)	16 742 735	4 117 833	12 624 902	13 223 121
(1) dont droit au bail				2 500	2 500
(2) dont à moins d'un an					
(3) dont à plus d'un an				24 385	

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

		31/12/2024		31/12/2023	
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise				
	Fonds propres statutaires	147 724		147 724	
	Fonds propres complémentaires	(218 878)		(218 878)	
	Fonds propres avec droit de reprise				
	Fonds propres statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Ecarts de réévaluation				
	Réserves				
	Réserves statutaires ou contractuelles	2 419 771		2 419 771	
	Réserves pour projet de l'entité	1 070 568		1 088 795	
	<i>dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	301 928		60 230	
	Autres				
	Report à nouveau	303 187		329 881	
	Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	130 639			
FONDS PROPRES	Excédent ou déficit de l'exercice	143 035		85 719	
	<i>dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	133 605			
	Total des fonds propres (situation nette)	3 996 047		3 853 012	
	Fonds propres consommables				
	Subventions d'investissement	834 106		888 484	
	Provisions réglementées				
	Total des autres fonds propres	834 106		888 484	
	Total des fonds propres	4 830 154		4 741 496	
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations				
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	493 082		668 548	
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes				
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public				
	Fonds dédiés sur concours publics				
Fonds reportés et dédiés	Total des fonds reportés et dédiés	493 082		668 548	
Provisions	Provisions pour risques	507 742		452 817	
	Provisions pour charges	921 618		893 795	
	Total des provisions	1 429 360		1 346 612	
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES				
	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	3 141 372		3 260 678	
	Emprunts et dettes financières divers	125 178		110 927	
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours				
	DETTES D'EXPLOITATION				
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	407 284		415 925	
	Dettes des legs ou donations				
	Dettes fiscales et sociales	1 359 795		1 307 248	
	DETTES DIVERSES				
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2 646		2 646	
	Autres dettes	190 029		297 214	
	Produits constatés d'avance	646 003		1 071 827	
DETTES (1)	Total des dettes	5 872 306		6 466 465	
	Ecarts de conversion passif				
	TOTAL PASSIF	12 624 902		13 223 121	
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	143 035,25		85 718,75	
	(1) Dont à moins d'un an	2 982 894		3 501 510	
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	11 936		6 665	

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		1 937
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	2 728 138	2 667 675
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	8 155 951	8 445 020
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consomptible		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	524 762	763 212
	Utilisations des fonds dédiés	475 466	290 000
	Autres produits	5 406	168 031
Total des produits d'exploitation		11 889 724	12 335 875
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	4 513 256	4 513 328
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	471 765	450 321
	Salaires et traitements	4 058 004	4 036 920
	Charges sociales	1 623 932	1 587 937
	Dotation aux amortissements et dépréciations	355 565	345 781
	Dotation aux provisions	276 632	311 556
	Reports en fonds dédiés	300 000	475 466
	Autres charges	24 035	27 901
Total des charges d'exploitation		11 623 189	11 749 209
RESULTAT D'EXPLOITATION		266 535	586 666

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

RESULTAT D'EXPLOITATION		266 535	586 666
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	21 424	14 400
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		21 424	14 400
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		414 000
	Intérêts et charges assimilées	97 201	90 081
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		97 201	504 081
RESULTAT FINANCIER		(75 778)	(489 681)
RESULTAT COURANT avant impôts		190 758	96 985
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	2 673	5 157
	Sur opérations en capital	54 377	54 554
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	1 014 000	
	Total des produits exceptionnels	1 071 051	59 711
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	455	67 950
	Sur opérations en capital	1 049 339	
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	63 131	2 760
	Total des charges exceptionnelles	1 112 925	70 710
RESULTAT EXCEPTIONNEL		(41 875)	(10 999)
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		5 848	267
TOTAL DES PRODUITS		12 982 198	12 409 986
TOTAL DES CHARGES		12 839 163	12 324 267
EXCEDENT ou DEFICIT		143 035	85 719
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			

Annexe aux comptes annuels

Annexe au Bilan

Etat exprimé en **euros**

Annexe au bilan avant répartition qui présente les caractéristiques suivantes :

- Le bilan de l'exercice présente un total de **12 624 902** euros
- Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche :
 - un total produits de **12 982 198** euros
 - un total charges de **12 839 163** euros
 - dégage un résultat de **143 035** euros

L'exercice considéré :

- débute le **01/01/2024**
- finit le **31/12/2024**
- et a une durée de **12** mois.

Les notes (ou tableaux) ci-après, font partie intégrante des Comptes Annuels.

Ces comptes annuels sont établis par le dirigeant de **Association PRIM'TOIT** avec le concours du cabinet qui intervient dans le cadre de sa mission de **Présentation des Comptes Annuels** qui lui a été confiée.

Annexe libre

Etat exprimé en euros

INFORMATIONS GENERALES ET FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

DESCRIPTION DE L'OBJET SOCIAL ET DES ACTIVITES

L'association PRIM'TOIT est une association loi 1901 qui a été créée en 1989 et qui a pour objet de contribuer à la promotion individuelle et collective des jeunes et adultes, sur les territoires où elle est susceptible d'intervenir pour des besoins identifiés en développant toutes formes d'actions et d'initiatives.

L'Association PRIM'TOIT favorise la promotion et l'insertion socio-professionnelle des publics accueillis par des actions telles que :

- L'hébergement et l'accès à l'habitat sur toutes ses formes,
- Les domaines éducatifs, culturels, sportifs, de sante, et de formation,
- La mobilité et la communication,
- La création d'activités économiques,
- Le suivi et l'accompagnement adapté, personnalisé.

Les activités de l'association PRIM'TOIT se répartissent en trois pôles.
Dans chaque pôle, des dispositifs spécifiques sont mis en œuvre.

- Pole hébergement
 - L'hébergement d'urgence (HU)
 - Les places de stabilisation
 - Les centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS)
- Pôle résidences sociales
 - Résidence Habitat Jeunes Actifs (RHJA)
 - Pension de famille

- Pôle logement

Les différents dispositifs existant sont :

- CLLAJ – Comité Local pour le Logement Autonome des Jeunes
- FSL – Fonds de solidarité Logement
- COPMED – Conseil Prévention Médiation en Environnement Domestique
- AVDL – Accompagnement Vers et Dans le Logement
- IL – Intermédiation Locative

Elle intervient sur 4 territoires :

- Le Valenciennois
- Le Douaisis
- Le Cambrésis
- L'Avesnois

Annexe libre

Etat exprimé en euros

L'association dispose des agréments lui permettant d'agir en faveur du logement des personnes défavorisées à savoir :

- La maîtrise d'ouvrage,
- L'ingénierie sociale, financière et technique,
- L'intermédiation locative et la gestion locative sociale.

L'association PRIMTOIT dispose par ailleurs d'une autorisation d'exploitation de la Préfecture du Nord pour chaque RHJA (Résidences habitat Jeunes Actifs).

Depuis la fusion avec l'AJAR, l'association dispose également d'un pôle justice.

L'organisation du Pôle Justice de PRIM'TOIT se déploie sur les deux volets essentiels et complémentaires : celui des auteurs d'infractions et celui des victimes. D'un côté, elle cherche à responsabiliser les auteurs en appliquant les sanctions décidées par les Juges afin de favoriser leur réinsertion sociale. De l'autre, elle s'efforce de reconnaître et de réparer les préjudices subis par les victimes, en leur offrant écoute, soutien, accompagnement juridique et réparation.

- Les services et actions à destination des victimes
 - SAV : Services d'Aide aux Victimes (territoires d'intervention : Avesnois, Cambrésis et Valenciennois)
 - SAVU : Services d'Aide aux victimes en Urgence

- Les services et actions à destination des auteurs

Ce service intervient sur les 3 juridictions de la cour d'appel de Douai. Il intervient exclusivement sur mandat et réquisition des magistrats du parquet ou du siège.

Les missions sont les suivantes :

- M.A.P : Mesures Alternatives aux Poursuites
- Le classement sous condition
- La médiation pénale
- Le contrôle judiciaire
- L'enquête de personnalité
- L'enquête sociale rapide dans le cadre d'une Permanence d'Orientation Pénale
- Le sursis avec mise à l'épreuve
- Stages de sensibilisation
- Les mesures de placements extérieurs de Justice

FAITS SIGNIFICATIFS ET INFORMATIONS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Faits marquants

Annexe libre

Etat exprimé en **euros**

Restructuration ADELI ECO HABITAT :

L'impact sur les comptes s'élève à 85 K€ (Sortie des titres, reprise des provisions existantes, abandon de compte courant, participation à la perte) et a été comptabilisée en exceptionnel.

Les contributions volontaires en nature

Les contributions volontaires en nature sont non significatives et ne constituent donc pas un élément essentiel à la compréhension de l'activité. Elles ne font donc pas l'objet d'une valorisation et d'une comptabilisation.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en **euros**

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règlements ANC 2014-03 et ses règlements modificatifs ainsi que ses adaptations aux associations et fondations conformément au règlement 2018-06 et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **12 624 902 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **12 982 198 euros** et un total **charges** de **12 839 163 euros**, dégageant ainsi un **résultat** de **143 035 euros**.

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**.
Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- indépendance des exercices.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre :

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

	Mode	Durée d'utilisation
logiciels	linéaire	1 an
Construction	linéaire	Structure : 20 à 40 ans Menuiseries exterieures : 20 ans Chauffage-électricité : 15 à 25 ans Plomberie Sanitaire : 15 à 25 ans
Matériel industriel	linéaire	5 à 10 ans
Outillage industriel	linéaire	3 ans
Installations générales	linéaire	3 à 20 ans
Matériel de transport	linéaire	3 à 5 ans
Matériel de bureau	linéaire	3 à 5 ans
Mobilier	linéaire	3 à 10 ans

Participations, autres titres immobilisés

Les titres de participations sont évalués à leur prix d'acquisition ou des souscription.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Suite à la restructuration MOKHA (Adeli Eco-habitat), la provision pour dépréciation des titres a été reprise.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Créances irrécouvrables

Des créances irrécouvrables sont constatées pour :

- Les usagers sortis en N dont le solde est inférieur à 10 euros.
- Les usagers sortis en N-1 dont le solde est inférieur à 100 euros ou supérieur s'il existe une attestation de l'organisme de recouvrement

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

- Les usagers sortis antérieurement à N-1 à 100%.

Pour les usagers sortis ne rentrant pas dans ces critères, le solde est provisionné à 100%.

Provision pour gros entretien

La provision pour gros entretien est comptabilisée en fonction d'un programme pluriannuel de remise en état des logements qui s'étale sur 4 ans.

Le parc compte actuellement environ 792 lits. Le cout de remise en état (peinture, revêtement de sol, petits travaux électriques et sanitaires le cas échéant) a été estimé unitairement à 1 093 € soit un cout global au terme des 4 ans de 865 656 €.

La réglementation précise que la provision doit être constituée à hauteur de la quote part des dépenses futures d'entretien rapportée linéairement à l'usage passé, les logements étant rénovés tous les 4 ans, la provision est constatée selon le rythme suivant :

N	N+1	N+2	N+3
100%	75%	50%	25%

Au 31/12/2024, 190 logements ont été rénovés.

Au 31/12/2024, la provision s'élève à :

- 2025	100%	216 41 €
- 2026	75%	162 311€
- 2027	50%	108 207€
- 2028	25%	<u>54 104€</u>

541 035€

La dotation de l'exercice est de 216 414 € et la reprise de 216 414 €.

Autres informations

- Les engagements de retraite ont été provisionnés à hauteur de 380 583 €.

Les hypothèses retenues sont les suivantes :

- age de départ à la retraite : 64 ans
- probabilité de présence jusqu'à la retraite
- taux d'actualisation : 3.38 %
- taux évolution des salaires : 1%

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en **euros**

- le résultat de l'exercice est composé :

* Résultat propre de l'association : 9 430 €

* Résultat des activités sous gestion contrôlée : 133 605 €
143 035 €

Immobilisations

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	20 447					20 447
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	20 447					20 447
CORPORELLES	Terrains	624 142		29 669			653 811
	Constructions sur sol propre	6 714 599		342 348		24 393	7 032 555
	sur sol d'autrui						
	instal. agencé aménagement	271 010					271 010
	Instal technique, matériel outillage industriels	55 354					55 354
	Instal., agencement, aménagement divers	494 455		183 435			677 890
	Matériel de transport	38 206					38 206
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	546 118		64 164			610 282
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations grévées de droits						
	Immobilisations corporelles en cours	558 200		151 876			710 076
	Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		9 302 084		771 492		24 393	10 049 184
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations	1 016 516		677 122		1 518 212	175 426
	Autres titres immobilisés	10 004				10 004	
	Prêts et autres immobilisations financières	93 307		7 515		1 490	99 332
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES		1 119 827		684 637		1 529 706
TOTAL		10 442 358		1 456 129		1 554 099	10 344 388

Amortissements

Etat exprimé en euros

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Autres	20 438	9		20 447
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	20 438	9		20 447
CORPORELLES	Terrains	4 004	1 456		5 460
	Constructions sur sol propre	2 478 246	291 954	24 393	2 745 807
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement	241 785	10 013		251 797
	Instal technique, matériel outillage industriels	55 354			55 354
	Autres instal., agencement, aménagement divers	340 883	37 134		378 017
	Matériel de transport	38 036	170		38 206
	Matériel de bureau, mobilier	526 686	7 469		534 155
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations grevées de droits				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 684 994	348 195	24 393	4 008 796
TOTAL		3 705 432	348 204	24 393	4 029 243

Provisions

Etat exprimé en euros		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMEENTES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges	24 371	4 442		28 813
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	352 760	27 823		380 583
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions	541 035	216 414	216 414	541 035
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	428 446	77 953	27 470	478 929
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	1 346 612	326 632	243 884	1 429 360
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	<div> <div>Sur immobilisations</div> <div> <div>incorporelles</div> <div>corporelles</div> <div>legs ou donations</div> <div>des titres mis en équivalence</div> <div>titres de participation</div> <div>autres immo. financières</div> </div> </div>	1 014 000		1 014 000	
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers	80 917	20 493	12 819	88 591
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	1 094 917	20 493	1 026 819	88 591
TOTAL GENERAL		2 441 529	347 125	1 270 703	1 517 951
Dont dotations et reprises <div> <div>- d'exploitation</div> <div>- financières</div> <div>- exceptionnelles</div> </div>			297 125 50 000	256 703	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts	56 420		56 420
	Autres immobilisations financières	42 912		42 912
	Clients douteux ou litigieux	24 385		24 385
	Autres créances clients	730 795	730 795	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	2 311	2 311	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	1 237 638	1 237 638	
	Groupe et associés			
	Débiteurs divers	272 502	272 502	
	Charges constatées d'avance	87 279	87 279	
	TOTAL DES CREANCES	2 454 242	2 330 525	123 717
	Prêts accordés en cours d'exercice			
	Remboursements obtenus en cours d'exercice			
	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1 an max. à l'origine	11 936	11 936		
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	3 129 436	240 024	696 824	2 192 588
	Emprunts et dettes financières divers	125 178	125 178		
	Fournisseurs et comptes rattachés	407 284	407 284		
	Personnel et comptes rattachés	590 791	590 791		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	688 137	688 137		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	17 572	17 572		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	63 296	63 296		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2 646	2 646		
	Groupe et associés				
	Autres dettes	190 029	190 029		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	646 003	646 003		
	TOTAL DES DETTES	5 872 306	2 982 894	696 824	2 192 588
	Emprunts souscrits en cours d'exercice	137 076			
	Emprunts remboursés en cours d'exercice	261 653			
	Emprunts dettes associés (personnes physiques)				

Tableau de suivi des fonds associatifs

Libellé	Solde au début de l'exercice A	Augmentations B	Diminutions C	Solde à la fin de l'exercice D = A + B - C
Fonds associatifs sans droit de reprise				
- Patrimoine intégré	147 724			147 724
- Fonds statutaires				
- Subventions d'investissement non renouvelables				
- Apports sans droit de reprise	(218 878)			(218 878)
- Legs et donations avec contrepartie d'actif immobilisés				
- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables				
Ecart de réévaluation sur des biens sans droit de reprise				
Réserves statutaires ou contractuelles	2 419 771			2 419 771
Réserves réglementées				
Autres réserves	1 088 795		18 227	1 070 568
Report à nouveau	329 881	103 946		433 827
Résultat de l'exercice	85 719	143 035	85 719	143 035
Fonds associatifs avec droit de reprise				
- Apports				
- Legs et donations				
- Subventions d'investissement sur biens renouvelables				
Résultats sous contrôle des tiers financeurs				
Droits des propriétaires (Commodat)				
Ecart de réévaluation sur des biens avec droit de reprise				
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	888 484		54 377	834 106
Provisions réglementées				
TOTAL	4 741 496	246 981	158 323	4 830 154

Tableau de suivi des fonds dédiés

I - SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AFFECTEES				
Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
	A	B	C	D = A - B + C
Fonds dédiés				
Fonds dédiés ETAPE	53 482			53 482
Fonds dédiés CAPIL	119 600			119 600
Fonds dédiés issus fusion AJAR	20 000			20 000
Fonds dédiés DDCCS	330 622	330 622	300 000	300 000
Fonds dédiés DDCCS IML	144 844	144 844		
TOTAL	668 548	475 466	300 000	493 082

II - RESSOURCES PROVENANT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC				
Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
	A	B	C	D = A - B + C
Dons manuels				
Total				
Legs et donations				
Total				
TOTAL				

Charges à payer (avec détail)

Etat exprimé en euros	31/12/2024	31/12/2023	Variations	%
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 281	2 421	(139)	-5,75
Emprunts et dettes financières divers	34 128	29 078	5 050	17,37
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	150 988	195 452	(44 464)	-22,75
Dettes fiscales et sociales	938 420	891 320	47 099	5,28
Dettes fournisseurs d'immobilisation				
Autres dettes	6 850	6 850		
TOTAL	1 132 667	1 125 121	7 547	0,67

Produits à recevoir (avec détail)

Etat exprimé en euros	31/12/2024	31/12/2023	Variations	%
Créances rattachées à des participations				
Autres immobilisations financières				
Autres créances clients	204 091	359 960	(155 869)	-43,30
Autres créances	1 273 830	2 084 619	(810 790)	-38,89
TOTAL	1 477 921	2 444 579	(966 659)	-39,54

Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros		Période	Montants	31/12/2024
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION				646 003
Subvention DDCS HUDA 2025			480 340	
subvention FNAVDL 1er trim 2025			49 413	
subvention Département lutte violence intrafamiliale			70 000	
subvention DPJJ mesures justice restaurative			13 750	
subvention Département PAE			32 500	
Produits constatés d'avance - FINANCIERS				
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS				
TOTAL				646 003

--

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros		Période	Montants	31/12/2024
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			87 279	87 279
Charges constatées d'avance - FINANCIERES				
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES				
TOTAL				87 279

--

Annexe libre 2

Etat exprimé en euros

=> Ventilation des ressources

	31/12/2024
Loyers / nuitées (y compris transfert de charges)	1 536 012
Produits justice	1 239 159
Subventions	5 845 723
Concours publics	2 310 228
Reprise provisions	256 703
Transfert de charges	221 026
Reprise de fonds dédiés	475 466
Autres produits	5 406
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	11 889 724

=> les engagements

Comptes	banque	Immeubles	Montant de la dette	Nature de la garantie
164011	CDC	Cuincy	289 526	Mairie de Cuincy
164012	HSBC	Travaux fourmies	16 171	Hypothèque
164013	Caisse d'Epargne	Fourmies	855 896	PPD + hypothèque
164018	Crédit du Nord	1 et 9 Rue Fougeray 4 rue watelle (Cambrai)	118 861	Hypothèque
164020	CDC	Guesnain	899 278	Comm. Agglo. Douai
164021	CDC	Guesnain	299 759	Comm. Agglo. Douai
Total			2 479 491	

Rémunérations des Dirigeants

Etat exprimé en euros

31/12/2024

Rémunérations des membres :

- des organes d'administration
- des organes de direction
- des organes de surveillance

En application du principe du respect du droit des personnes, cette information n'est pas toujours servie, car elle aurait pour effet indirect de fournir des renseignements à caractère individuel.

Effectif moyen

31/12/2024

Interne

Externe

EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE			
	Cadres & professions intellectuelles supérieures	13	
	Professions intermédiaires		
	Employés	110	
	Ouvriers		
	TOTAL	123	